

Annexe 10b – Fiche synthétique sur la doctrine des services de l'État en matière de prise en compte des risques "éboulements de falaises et aux chambres troglodytes"

Extrait de la Note

« Les principes de prévention des risques naturels dans les documents locaux d'urbanisme »

Modalités d'application au Département de Seine Maritime

Risques liés aux éboulements de falaises et aux chambres troglodytes

PRISE EN COMPTE ET TRADUCTION RÉGLEMENTAIRE DU RISQUE DANS LES DOCUMENTS LOCAUX D'URBANISME

Politique départementale de gestion du risque

En local, l'État porte un triple principe d'information, de précaution et d'action préventive pour la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme. Cela sous tend une traduction de portée informative et réglementaire.

Les aménagements de protection du littoral ne peuvent ainsi remplacer une politique de prévention du risque littoral. Un même principe de prévention doit s'appliquer aux falaises fluviales.

Aussi, des secteurs inconstructibles et/ou gérant les constructions existantes et/ou fixant des prescriptions particulières devront être délimités selon la connaissance de l'aléa et la présence d'enjeux.

Les falaises du littoral

En rebord de falaises

En dehors des espaces urbanisés des communes, la loi littoral interdit les constructions (sauf exceptions visées à l'article L.146-4-3) sur une bande d'au moins 100 m de profondeur. Ce recul imposé des constructions permet par défaut une prise en compte du risque, le recul des falaises n'atteignant pas cette distance (avec un aléa de référence centennale).

Dans les vallées côtières urbanisées, la bande littorale de 100 m ne trouve pas d'application, il est donc nécessaire de définir un périmètre de protection spécifique (y compris pour les constructions acceptées par exception dans la bande littorale), interdisant les constructions nouvelles et gérant les constructions existantes :

- soit par application d'un périmètre de sécurité forfaitaire. L'aléa de référence à retenir du point de vue de l'État est de niveau centennal. La bande de sécurité à considérer correspond donc au recul moyen observé du trait de côte du secteur géographique multiplié par cent, avec un minimum de 15 m (des reculs de plus de 10 m ont été observés lors d'un unique éboulement). Ce principe peut être nuancé en cas de falaise morte non soumise à l'érosion marine.
- soit le cas échéant par une étude spécifique ou dans le cadre du RICS permettant de délimiter plus précisément la bande inconstructible à retenir,

En pied de falaises

Sur le plan de l'urbanisme, la nature même de l'estran associé à la loi littoral (espace remarquable du littoral à protéger) autorisent par défaut une prise en compte de l'aléa, un zonage inconstructible étant retenu dans les PLU.

Plus ponctuellement, dans les vallées côtières et valleuses urbanisées, des constructions ont pu être édifiées en pied de falaises.

Un secteur interdisant les constructions nouvelles et gérant les extensions des constructions existantes doit être défini.

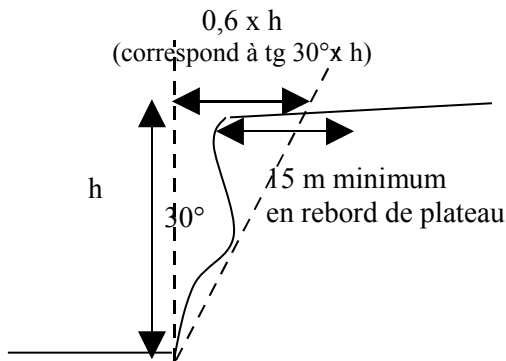
En l'absence d'étude particulière, le risque lié à la propagation des blocs de pierre se détachant du flanc des falaises (détachement de blocs de taille modeste) peut être estimé au moyen d'abaques, tenant compte essentiellement de la hauteur des falaises. Il sera nécessaire de reporter de façon forfaitaire une zone inconstructible en pied de falaise. Celle-ci correspond à la zone d'effondrement des plus gros rochers, à laquelle s'ajoute la zone de projection des blocs. Cette distance, fournie par le CETE, peut être estimée à une fois et demi la hauteur de la falaise. Si la falaise ne présente pas d'affleurement, mais s'avère déjà végétalisée et de pente inférieure à 50 % sans décrochement, alors on peut estimer n'être qu'en zone de glissement de blocs, sans effondrement.

Les falaises de la Seine

En l'absence d'études particulières (avec trajectographie) permet d'appréhender la zone de risque, un secteur inconstructible est à définir de façon forfaitaire.

En rebord de falaises

En l'absence d'études particulières, la zone relative au recul potentiel de la falaise prendra en compte une marge de recul prise depuis le pied de la falaise de 0,6 fois la hauteur de la paroi avec un minimum de 15 m en rebord de falaises



En cas d'urbanisation préexistante ou de volonté de développement, ce secteur gelé peut apparaître conséquent. Une étude spécifique sera alors nécessaire pour réduire cette bande en justifiant de la stabilité de la falaise sous-jacente.

En pied de falaises

Le même principe que pour les falaises du littoral est à adopter.

En l'absence d'études particulières, il sera nécessaire de reporter de façon forfaitaire une zone inconstructible en pied de falaise. Celle-ci correspond à la zone d'effondrement des plus gros rochers, à laquelle s'ajoute la zone de projection des blocs. Cette distance, fournie par le CETE, **peut être estimée à une fois et demi la hauteur de la falaise**. Si la falaise ne présente pas d'affleurement, mais s'avère déjà végétalisée et de pente inférieure à 50 % sans décrochement, alors on peut estimer n'être qu'en zone de glissement de blocs, sans effondrement.

Les chambres troglodytes

En rebord de falaises

En l'absence d'études particulières, il sera nécessaire de reporter de façon forfaitaire une zone inconstructible en rebord de falaise. La zone relative au recul potentiel de la falaise prendra en compte une marge de recul :

- de 1,5 fois la hauteur de la paroi prise depuis le pied de la falaise avec un minimum de **15 m** en rebord de falaises, en l'absence d'information précise sur l'étendue de la ou des chambres troglodytes,
- de 0,6 fois la hauteur de la paroi prise depuis le pied de la falaise, augmenté de la profondeur de la ou des chambres troglodytes, lorsqu'elle est (ou sont) connue(s), avec un minimum de 15 m en rebord de falaises.

En pied de falaises

Les principes posés pour les falaises fluviales sont à reprendre.

Le tableau ci-après synthétise la doctrine applicable dans le département :

Mesures de protection selon l'aléa			Protection issue d'une autre législation		Protection spécifique au risque : différentes possibilités à envisager pour la délimitation de la zone « inconstructible »				
			Bande littorale de 100 m L.146-4-3	EMR L.146-6	Recul centennal et 15 m minimum en rebord	Recul forfaitaire 0,6 H depuis aplomb pied de falaise et 15 m minimum en rebord	Recul forfaitaire 1,5 H depuis pied de falaise	Recul forfaitaire 1,5 H depuis aplomb pied de falaise ou 0,6 H + P, et 15 m minimum en rebord	Étude spécifique ou RICS
Falaise du littoral	Rebord de falaise	Secteur naturel	X						
		Secteur urbanisé ou à urbaniser			X				X
	Pied de falaise	Secteur naturel		X					
		Secteur urbanisé ou à urbaniser					X		X
Falaise fluviale	Rebord de falaise	Secteur naturel ou urbanisé				X			X
	Pied de falaise	Secteur urbanisé ou à urbaniser					X		X
Chambre troglodyte	Rebord de falaise	Secteur naturel ou urbanisé						X	X
	Pied de falaise	Secteur urbanisé ou à urbaniser					X		X

H : hauteur de falaise

P : profondeur de la chambre troglodyte

Plan local d'urbanisme

Le triple principe d'information, de précaution et d'action préventive est à traduire selon les éléments guides suivants :

Le rapport de présentation :

- Décrit les phénomènes existants sur la commune sur la base des études existantes, du RICS ou d'investigations complémentaires (non systématiques), celles ci peuvent être synthétisées ou annexées dans leur totalité au rapport.
- Expose la méthodologie retenue pour l'identification précise ou sommaire des aléas selon la doctrine établie au niveau départemental; le cas échéant représente les aléas de façon cartographique et caractérise le niveau d'aléas.
- Motive la délimitation des secteurs de risque et les prescriptions applicables selon la doctrine établie au niveau départemental et les prescriptions réglementaires applicables.
- Évalue les incidences du PLU sur l'environnement en matière de prise en compte du risque.

Nota :

Le cas échéant, la prise en compte du risque au travers des secteurs « inconstructibles » définis au regard de la loi littoral (par exemple bande littorale de 100 m ou EMR), sera à expliciter,

Pour les chambres troglodytes, les différentes informations devront être intégrées au rapport de présentation. Lorsque la donnée ne permet pas une traduction réglementaire efficiente, le rapport de présentation devra rappeler la possibilité d'utilisation de l'article R.111-2 le cas échéant.

Le règlement :

- Reporte les périmètres de risque, établis soit de façon forfaitaire soit sur la base d'une étude spécifique ou du RICS, en application de l'article R.123-11b (soit en identifiant des secteurs de zones, soit par un tramage risque indépendant du zonage).
- Fixe les prescriptions réglementaires associées à proposer sous la forme d'un article premier interdisant de façon générale les constructions et d'un article second fixant limitativement les constructions admises :
 - En cas d'aléas fort ou non caractérisé, les constructions ou projets nouveaux sont à exclure. Le règlement devra par ailleurs gérer le bâti préexistant, en particulier à vocation d'activité ou d'habitat, selon l'intensité du risque et les enjeux urbains qui y sont attachés.
 - En cas d'un aléa faible, l'étude spécifique devra définir les possibilités et conditions de la constructibilité y compris pour la gestion du bâti pré existant.
 - Dans les zones où le parti d'aménagement le permet, sont à autoriser :
 - les voiries et équipements liés,
 - les ouvrages techniques divers nécessaires au fonctionnement des services publics, répondant aux besoins de la zone ou de portée plus générale,
 - Il convient aussi d'autoriser les aménagements ayant pour objet de réduire ou supprimer les risques,

Nota :

Pour les chambres troglodytes, le nombre de chambres et leur proximité ne permet pas toujours un report global et suffisamment précis sur le plan de zonage. Un report sous forme de symbole pourra donc être utilisé, renvoyant au rapport de présentation et à l'utilisation possible de l'article R.111-2.

Carte communale

De manière générale, le document graphique de la carte communale délimite les zones constructibles et celles à constructibilité limitée : toute autre information est à proscrire.

Ce qui concerne le risque doit donc figurer essentiellement au rapport de présentation (qualification du risque, éléments méthodologiques, conclusions à tirer en matière de délimitation des zones, utilisation de l'article R111-2).

Le rapport de présentation :

La façon de procéder est identique au PLU : se reporter au point IV.2.1 ci-avant

D'un point de vue pratique, il est conseillé de réaliser la carte des aléas avec les périmètres de risques associés à la même échelle que la pièce graphique opposable.

Le document graphique :

Définit la zone constructible :

- En cas d'aléas fort ou non caractérisé, il y a lieu d'exclure les secteurs identifiés de la zone de constructibilité.
- Dans les cas d'un aléa faible, il n'y a pas d'inconstructibilité systématique. Une analyse plus fine est nécessaire, à figurer dans le rapport de présentation, pour permettre le cas échéant d'intégrer des secteurs concernés par l'aléa dans la zone constructible.

La carte communale ne peut identifier dans son document graphique des secteurs de risques (article R124-2).